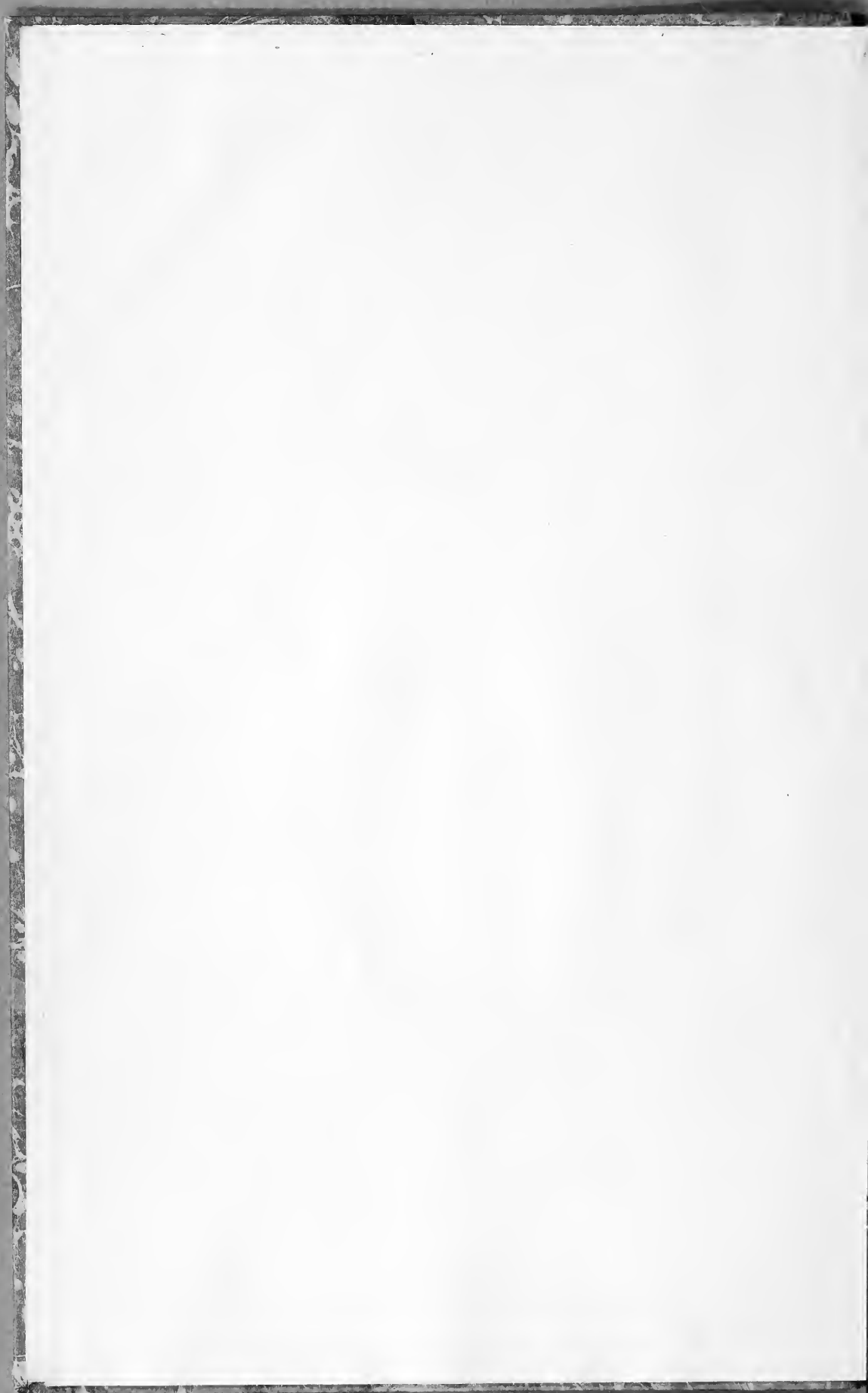


JOHN CARTER BROWN
LIBRARY

Purchased from the
Trust Fund of
Lathrop Colgate Harper
LITT. D.



A D R E S S E S
DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE
DU NORD DE SAINT-DOMINGUE,

Du 15 Juillet 1791,

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
A U R O I,
AUX 83 DÉPARTEMENTS,

E T

AU DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE,

*Sur le Décret du 15 Mai, en faveur des
hommes de couleur libres des Colonies.*

*ARRÊTÉ de la même Assemblée, qui prend
les hommes de couleur sous sa protection
spéciale.*

*LETTRES écrites par la même Assemblée,
à ses Députés, pour accompagner l'envoi
de ces Adresses et Arrêté.*

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1 7 9 1.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

COPIE de la lettre de l'Assemblée provinciale du nord de Saint-Domingue , à ses Députés extraordinaires auprès de l'Assemblée Nationale et du Roi.

Cap, ce 15 Juillet 1791.

MESSIEURS ET CHERS COMPATRIOTES,

Nous vous remettons ci-joint un exemplaire de nos adresses à l'Assemblée Nationale & au Roi; de notre circulaire aux quatre-vingt-trois départemens du royaume, & de notre réponse au directoire de la Gironde. Vous y verrez l'esprit de la province sur l'émission du décret du 15 Mai dernier; cet esprit est général parmi les propriétaires de la colonie; il seroit inutile de tenter de l'altérer, puisque ce décret fait crouler nos propriétés dans leurs bases.

Dans une crise aussi sérieuse, nous n'avons pas cru avoir d'autre parti à prendre que celui de convoquer à l'instant une assemblée coloniale à Léogane, pour le 20 de ce mois; ce vœu a été universellement accueilli, parce que d'après ce funeste décret, il n'existe plus qu'une opinion, qu'un seul esprit dans toute la colonie, celui d'une réunion générale, absolue & définitive.

A

Notre dernier arrêté, ci-joint, sur les gens de couleur, vous prouvera que nous avons tout réuni, pour calmer l'explosion de la première effervescence, & que nous avons su concilier avec les mesures propres à opérer la conservation de nos propriétés, les principes de sagesse, d'humanité & de justice que nous n'avons jamais cessé de manifester à cette classe d'hommes qui tient tout de nos bienfaits. Nous avons donc devancé, à cet égard, l'exécution des conseils que vous nous donnez par votre dépêche du 15 Mai dernier, & que nous recevons à l'instant. Vous y cherchez à verser le baume de l'espérance sur les plaies dont le décret du 15 nous a frappé, en nous flattant de le voir anéanti : puisse votre attente se réaliser !

La plus grande preuve de patriotisme qu'aient pu donner à la colonie nos représentans au Corps législatif, c'est sans contredit leur retraite subite après l'émission d'une loi aussi impolitique & aussi funeste ; que d'immortelles actions de grâces leur en soient rendues.

Faites réimprimer & distribuer avec profusion dans toutes les villes de manufacture & de commerce, la collection des dépêches ci-incluses. Il importe au bonheur de la Colonie, que tous ses habitans sachent que nous sommes tous perdus si le décret du 15 mai est exécuté ici. Nous sommes trop pressés par les circonstances, pour entrer aujourd'hui avec vous dans de plus grands détails, vous les connoîtrez par nos dépêches postérieures ; tenez-nous exactement sur les avis qui peuvent nous intéresser, & ne doutez jamais du sincère & fraternel attachement avec lequel nous avons l'honneur d'être,

Messieurs & chers compatriotes,

Vos très-humbles serviteurs, &c.

Les membres de l'assemblée provinciale du nord de Saint Domingue.

Grenier, président ; Petit des Champéaux, vice-président ; Bouyffou, secrétaire.

(5)

N°. I I.

*Copie de la lettre de l'assemblée provinciale du Nord,
aux députés de Saint-Domingue à l'Assemblée nationale.*

Cap, le 15 juillet 1791.

MESSIEURS ET CHERS COMPATRIOTES ,

Nous recevons à l'instant la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire de Paris, le 17 mai dernier. Il part un navire demain pour France, & nous nous empressons d'en profiter pour vous remettre, ci-joint, un exemplaire de nos dépêches, relativement à l'émission du décret concernant les gens de couleur libres. Vous y verrez l'impression que cette loi funeste a produite dans tous les cœurs.

Nous ne vous répéterons point ici, Messieurs, ce que nous mandons à nos commissaires, vous remettant, ci-joint, copie de la missive que nous leur adressons. Nous nous bornons à vous assurer que d'un côté nous nous conformerons exactement au contenu de votre lettre du 17 mai dernier, & que de l'autre, vous vous êtes acquis l'estime, l'attachement & la reconnoissance de la Colonie, en vous retirant de l'Assemblée nationale, du moment qu'elle a rendu le décret du 15 mai.

Pardonnez à la brièveté du tems qui reste à s'écouler jusqu'au départ du navire porteur de cette lettre, si nous sommes excessivement concis : nous vous ferons part de

A 2

(6)

tous les détails intéressans, par nos missives ultérieures ; vous pouvez y compter ; rendez-nous le réciproque.

Nous avons l'honneur d'être avec un sincère & bien fraternel attachement ,

Messieurs & chers Compatriotes ,

Vos très-humbles & très-
obéissans serviteurs ,

*Les membres de l'assemblée provinciale du nord
de Saint-Domingue.*

Collationné , Paquot.

N°. I I I.

*ADRESSE à l'Assemblée nationale , par l'assemblée
provinciale du Nord de Saint-Domingue.*

M E S S I E U R S ,

Le département de la Gironde nous a fait parvenir un décret qu'il nous écrit être émané de vous , & conçu en ces termes :

A R T I C L E P R E M I E R ,

décrété le 13 mai 1791.

« L'Assemblée nationale décrète , comme article cons-
» titutionnel , qu'aucune loi sur l'état des personnes non
» libres , ne pourra être faite par le corps législatif , pour

» les colonies , que sur la demande formelle & spontanée
 » des assemblées coloniales ».

A R T. I I, *décreté le 15.*

« L'Assemblée nationale décrète qu'elle ne délibérera
 » jamais sur l'état des gens de couleur qui ne sont pas
 » nés de père & de mère libres , sans le vœu préalable ,
 » libre & spontané des Colonies ; que les assemblées co-
 » loniales actuellement existantes subsisteront , mais que
 » les gens de couleur , nés de père & mère libres , seront
 » admis dans les assemblées paroissiales & coloniales fu-
 » tures , s'ils ont d'ailleurs les qualités requises ».

La première nouvelle de ce décret a excité une fermentation générale parmi les habitans de Saint-Domingue. Nous avons voulu douter de son existence , parce qu'il est funeste à la colonie & contraire à vos précédens décrets. Il n'a encore pour nous aucune existence légale , parce que rien ne nous assure qu'il soit accepté ; il n'est point arrivé officiellement ; il n'est point promulgué , mais il a à nos yeux une existence morale , parce qu'un des départemens nous assure qu'il a été rendu.

L'assemblée provinciale du nord de Saint-Domingue , à qui son patriotisme a mérité les remerciemens de la nation dans votre décret du 12 octobre dernier , va vous exposer avec franchise ses justes sollicitudes pour la colonie , au sujet du décret du 15 mai dernier.

En admettant les gens de couleur , nés de père & mère libres , dans les assemblées paroissiales & coloniales , vous effacez la ligne politique qui séparoit les gens de couleur des blancs , & vous détruisez par-là un intermédiaire nécessaire à la conservation des Colonies.

Il faut dans les Colonies une classe entre les blancs & les esclaves , laquelle fasse envisager à ces derniers un espace immense entre eux & les blancs ; il faut même que les

esclaves ne puissent concevoir l'espérance de devenir jamais les égaux des blancs , & que leurs vœux n'aient pour objet que l'affranchissement , à recevoir de la main de leurs maîtres , comme un bienfait ou une récompense de leur fidélité. Car , Messieurs , le sentiment à imprimer à nos esclaves doit être tel qu'il contienne six cent mille noirs dans la dépendance de soixante mille hommes libres.

C'est par l'existence d'une classe intermédiaire , que la Colonie s'est maintenue jusqu'à ce jour exempte de toute insurrection des noirs.

La nécessité de cette classe ne peut être appréciée en Europe comme dans les Colonies , parce qu'elle tient à mille nuances locales , parfaitement bien senties , mais trop difficiles à être représentées , insaisissables pour le raisonnement ; en sorte que la discussion la plus savante sur ces objets éclaireroit moins qu'un très-court séjour dans les Colonies.

En ôtant cet intermédiaire de l'organisation des Colonies , vous avez donc , par votre décret du 15 mai , brisé le lien le plus fort de la subordination des noirs.

Les défenseurs de l'aristocratie , les ennemis de la Constitution ont entrevu , dans l'exécution de ce décret , la subversion des Colonies , la destruction du commerce , & , par contre-coup , la contre-révolution.

Une puissance maritime , notre ennemie depuis tant de siècles , croit toucher au moment de recueillir le fruit de ses machinations , & d'élever son commerce sur les débris du nôtre.

Quant à nous , nous avons considéré votre décret comme une victoire remportée par ceux qui dès long-temps ont témoigné l'opinion que les Colonies sont plus onéreuses qu'utiles à la Métropole.

Mais de quel étonnement n'avons-nous pas été frappés lorsque la lecture de ce décret nous a présenté la violation la plus manifeste de la garantie nationale que vous

nous avez donnée par vos précédens décrets , & particulièrement par celui du 12 octobre dernier ; *garantie dene décréter aucunes lois sur l'état des personnes dans la Colonie , que sur la demande précise & formelle des assemblées coloniales.*

Dans les premiers momens de la discussion sur les Colonies , vous avez reconnu que leur existence étoit nécessaire à la position de la Métropole.

Dans votre décret du 8 mars 1790 , vous avez déclaré que , *quoiqu'elles fussent une partie de l'empire françois , cependant vous n'avez jamais entendu les comprendre dans la constitution décrétée pour le royaume , & les assujétir à des lois qui pourroient être incompatibles avec leurs convenances locales & particulières.*

Pénétrés de cette grande vérité , qu'une assemblée législative , par l'ignorance des localités , ne peut faire des lois convenables pour des Colonies distantes de dix-huit cents lieues de la Métropole , vous avez , dans votre même décret du 8 mars , & par l'article premier , autorisé chaque Colonie à faire connoître son vœu sur la constitution , la législation & l'administration qui conviennent à la prospérité & au bonheur de ses habitans.

Malgré que vous ayez décrété alors qu'il devoit y avoir une différence entre la constitution du royaume & celle des Colonies , & que vous aviez besoin des lumières & du vœu des assemblées coloniales pour leur donner une constitution , vous avez rendu le décret du 15 mai dernier comme une conséquence nécessaire des bases constitutionnelles décrétées pour le royaume ; vous avez tranché la plus importante question dans les Colonies , sans avoir connu le vœu d'aucune assemblée coloniale.

Vous avez prononcé sur l'état des personnes dans la Colonie , malgré que , dans votre décret du 12 octobre dernier , vous avez décrété que vous aviez annoncé dès avant la forme volonté d'établir comme article constitu-

tionnel , dans l'organisation des Colonies , *qu'aucunes lois sur l'état des personnes ne seroient décrétées pour elles que sur la demande précise & formelle des assemblées coloniales.*

Votre décret du 15 mai dernier viole donc l'engagement le plus solennel & le plus important qu'au nom d'une nation on ait pris envers une Colonie ; vous détruisez la confiance des Colonies dans vos décrets.

Mais vous n'avez pu rendre , même régulièrement , ce décret , tant que vous n'avez pas révoqué ceux des 8 mars & 12 octobre 1790 qui lui sont contraires ; n'étant point révoqués , ils subsistent ; puisqu'ils subsistent , ils doivent être exécutés.

Vous y avez posé les fondemens de la prospérité des Colonies ; nous avons prêté le serment d'y obéir. Nous trouvons dans le décret du 15 mai la ruine des Colonies ; nos pressentimens sur ces objets sont les plus certains , parce que notre intérêt est le plus grand.

Placés entre vos deux décrets des 8 mars , 12 octobre 1790 , & celui du 15 mai dernier , qui leur est contraire , nous renouvellons le serment d'exécuter les deux premiers , & d'en maintenir l'exécution.

Nous vous sollicitons , Messieurs , de révoquer votre décret du 15 mai , parce qu'il porte atteinte à la subordination des esclaves , & met la sûreté de la Colonie dans le danger le plus imminent ; parce qu'il n'est qu'une conséquence des bases constitutionnelles décrétées pour le royaume , tandis que vous avez reconnu la nécessité d'une différence entre sa constitution & celle des Colonies ; parce qu'il prononce sur l'état des personnes dans la Colonie , tandis que nous avons votre garantie que vous ne prononcerez jamais sur l'état des personnes dans la Colonie , que sur la demande précise & formelle des assemblées coloniales , & parce qu'il est contraire à vos précédens décrets non révoqués.

A tous ces motifs , nous en joignons un très-prochain : la première exécution de ce décret, si elle avoit lieu, seroit désastreuse pour la Colonie ; tous les cœurs sont ulcérés , les agitations dont nous sommes témoins peuvent amener une explosion générale , affreuse dans ses effets : alors nous n'avons à envisager qu'une résistance désespérée & un vaste tombeau dans la Colonie.

Que tous ces motifs fassent impression sur vous , Messieurs : alors , en même temps que vous ferez les législateurs de l'empire , vous ferez les véritables pères de la patrie.

Grenier, *Président*. Petit-Deschampeaux, *Vice-Président*. Bouyssou, Poulet, François de Chaumont, *Secrétaires*.

Nº. I V.

LETTRE de l'Assemblée provinciale du Nord de Saint-Domingue , au Roi des François.

S I R É,

Vos enfans d'outre-mer , vos fidèles Colons de Saint-Domingue , portent au pied du trône leurs justes réclamations , & déposent , dans votre sein paternel , leurs craintes & leurs alarmes. La province du Nord de Saint-Domingue a jusqu'ici montré la soumission la plus respectueuse aux décrets concernant les Colonies , émanés du corps législatif , & sanctionnés par votre majesté ; & cette soumission lui a mérité les éloges les plus flatteurs de

la nation. Elle comptoit sur les promesses réitérées consignées dans les décrets des 8, 28 mars & 12 octobre 1790, « de ne rien statuer sur l'état des personnes, que » sur la demande précise & formelle des Colonies » ; mais un nouveau décret du 15 mai, qui ne peut être que le fruit de la surprise, de la cabale & de l'intrigue, fait évanouir toutes nos espérances, & nous plonge dans la plus grande consternation. Ce décret, absolument contradictoire avec ceux qui l'ont précédé, porte :

« L'Assemblée nationale décrète qu'elle ne délibérera » jamais sur l'état des gens de couleur, qui ne sont pas » nés de père & de mère libres, sans le vœu préalable, » libre & spontané des Colonies ; que les assemblées coloniales actuellement existantes subsisteront ; mais que » les gens de couleur *nés de père & mère libres*, seront » admis dans les assemblées paroissiales & coloniales » futures, s'ils ont d'ailleurs les qualités requises ».

Nous nous abstiendrons de peindre à votre majesté la sensation terrible qu'a produit, dans cette ville, l'annonce de ce décret impolitique sous tous les rapports, & les malheurs incalculables qui seroient la suite de sa promulgation ; ils seroient tels, qu'ils entraîneroient bientôt l'anéantissement total de cette florissante Colonie.

La prospérité de votre royaume, Sire, tient essentiellement à celle des Colonies qui en font partie ; & celles-ci ne peuvent fleurir qu'en maintenant la subordination la plus exacte dans les ateliers employés aux différens genres de culture. Cette subordination cessera d'exister du moment que la ligne de démarcation qui sépare les blancs des gens de couleur sera rompue, & que les uns & les autres marcheront d'un pas égal.

L'ordre établi dans les Colonies, qu'on qualifie de pré-

jugés , n'est point enfanté par l'orgueil , comme peuvent le penser ces prétendus philosophes , se disant les apôtres de l'humanité ; il est dicté par la nécessité , qui ne permet pas que les gens de couleur , procréés des esclaves , puissent jouir des mêmes droits que les blancs , & être confondus avec eux : si cet ordre indispensable est anéanti , la ruine entière des Colonies suivra de près.

Voilà , Sire , ce que le corps législatif avoit bien pesé dans sa sagesse lors de ses décrets des 8 , 18 mars & 12 octobre 1790 ; il avoit laissé aux Colonies le droit de faire leurs demandes précises & formelles sur l'état des personnes , parce qu'il avoit senti que les convenances locales ne pouvoient être bien appréciées que sur les lieux : l'infraction & la violation de ces principes de justice & d'équité , qui résultent du nouveau décret du 15 mai , deviennent la source des maux les plus affreux.

C'est en nous calomniant , que les philanthropes ont propagé leur doctrine ; ils nous représentent , à ceux qui ne connoissent pas les Colonies , comme les bourreaux de nos esclaves , & les tyrans des gens de couleurs libres. L'humanité & notre intérêt nous portent à la conservation des premiers ; & les seconds sont , comme tous les citoyens blancs , sous la protection immédiate des lois , qui veillent à leur sûreté individuelle & à leurs propriétés.

Jétez , Sire , un regard de bonté sur vos Colonies , vous les verrez peuplées de François qui vous chérissent , & qui ont de grands droits à votre tendresse. Daignez accueillir favorablement leurs justes réclamations. S'il en est encore temps , prévenez les malheurs dont ils sont menacés , en refusant votre acceptation à un acte qui les occasionneroit indubitablement ; & s'il en est revêtu ,

daignez interposer votre autorité pour en arrêter la promulgation ;

Nous sommes avec un profond respect ,

SIRE ,

De votre majesté ,

Les très-humbles & fidèles serviteurs, les membres de l'Assemblée provinciale du Nord de Saint-Domingue ,

Grenier , Président ; *Petit Deschampeaux* , Vice-Président ; *Bouyffou* , *Poulet* , *François de Chaumont* , Secrétaires.

N° V.

ADRESSE de l'Assemblée provinciale du Nord de Saint-Domingue , aux quatre-vingt-trois départemens du royaume.

MESSIEURS ET CHERS COMPATRIOTES ,

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint un exemplaire de nos adresses à l'Assemblée nationale & au roi , de notre circulaire aux places maritimes du royaume , & de notre réponse au directoire du département de la Gironde.

Il seroit inutile sans doute , Messieurs , de vous répéter ici les expressions & le motif de ces différentes dépêches : ils y sont suffisamment développés. Il nous importe seulement , & à vous mêmes , puisque notre prospérité est nécessairement liée à celle de l'état , de vous communiquer quelques observations qui nous doivent être également communes.

Le directoire du département de la Gironde , en nous annonçant l'enrôlement & le départ prochain de ses gardes nationales pour la Colonie , sous le prétexte de venir protéger notre repos , & pour appuyer l'exécution du décret du 15 mai dernier , nous apprend , d'une manière positive , qu'il les destine à nous combattre , puisqu'il n'existe pas un citoyen blanc dans la colonie , qui ne soit résolu à ne pas accepter une loi entièrement destructive de ses propriétés.

Il est , Messieurs , en droit politique , une vérité bien constante ; que toute loi , dont l'exécution est précédée de la force , est nécessairement vicieuse , & funeste au pays pour lequel la législation l'a créée.

Il est une autre vérité non moins indestructible ; c'est que lorsqu'une métropole ne veut régir ses Colonies que par le seul sentiment de sa puissance , les cœurs des colons s'aliénent bientôt , & la chute de l'empire suit de près.

La Colonie de Saint-Domingue ne doute pas , que si l'intention de la France est de lui en imposer par les armes , elle n'y parvienne tôt ou tard : mais , qu'en résultera-t-il ? une circulation annuelle de deux cent millions de moins dans le royaume , la perte de son commerce & de ses manufactures , l'anéantissement de sa marine , des débris & des ruines , là où l'activité de la culture la plus florissante du globe vous fait tenir le premier

rang dans la balance politique de l'Europe, & est le premier aliment de votre opulence.

Le langage ferme & vrai que nous vous tenons ici, est le cri d'une vérité déchirante, sans doute; mais enfin elle est telle. Quand les propriétés d'une section libre de l'empire, qui en fait la splendeur & la force par ses richesses & sa fidélité, sont ébranlées jusques dans leurs fondemens, les larmes de l'amertume & les sanglots du désespoir doivent nécessairement s'exhaler.

Eh! que devons-nous attendre de la patrie, Messieurs, si nous ne pouvons pas compter sur la foi nationale? Lisez les décrets des 8, 28 mars & 12 octobre 1790; lisez les rapports & les instructions qui les ont précédés; lisez les lettres officielles des présidens de l'Assemblée nationale à la Colonie; comparez-les avec le décret du 15 mai dernier, & jugez-nous....

Depuis l'époque de la révolution françoise, révolution à laquelle nous avons concouru, par la représentation de nos députés auprès du corps législatif, & dont nous devons conséquemment recueillir les fruits avec vous, nous n'avons cessé de dire à nos frères du continent : « Laissez-nous les maîtres de régir l'état des personnes dans la Colonie; c'est une loi domestique, dont l'émission exclusive & spontanée intéresse essentiellement notre culture & notre existence. Que vous importe l'emploi & l'usage de ce privilège nécessité par nos localités? Notre intérêt ici n'est-il pas celui de la France entière? Pouvons-nous en avoir d'autres? Et comment à dix-huit cents lieues de distance pouvez-vous juger du mérite & de l'effet d'une innovation qui désorganise tous les principes politiques d'une constitution locale, sous l'empire de laquelle la culture est parvenue à son dernier période d'accroissement & de prospérité » ?

Cependant, Messieurs, cette vérité impérieuse, osten-

sible pour tous ceux qui connoissent les Colonies , vos ennemis & les nôtres viennent de l'anéantir. Le décret du 15 mai dernier n'a pas été librement émis. Une galerie orageuse , sans connoissance même élémentaire de notre régime intérieur , coalisée pour notre perte commune , a séduit , égaré , subjugué le vœu jusqu'alors libre , éclairé & paternel des bienfaiteurs de la patrie.

Le succès du décret du 15 mai étoit la dernière ressource de l'aristocratie. La contre-révolution étoit impossible en France : il falloit donc l'essayer par les Colonies. Qui ne voit que , déchirées par l'effrayante perspective de la destruction totale & prochaine de leurs propriétés , le désespoir des colons sera encore électrisé par la certitude que les rois & les princes de l'Europe ne faibliront avec avidité l'occasion assurée de démembrer le royaume , à l'instant où il se démunira de ses forces maritimes pour en imposer à ses possessions d'outre-mer ?

Si ce décret est accepté , Messieurs , il n'est qu'un moyen de calmer nos craintes , & de ranimer notre confiance (. . . & elle ne s'étoit pas démentie depuis le berceau de la Colonie , & sur-tout depuis l'heureuse révolution qui s'est opérée dans l'empire) ; c'est de provoquer l'annihilation d'une loi , funeste , sous quelque point de vue politique qu'on l'envisage.

La lettre de cette loi porte qu'elle est constitutionnelle ; & sous ce rapport , elle est au premier aspect infiniment respectable ; mais ce premier aspect est illusoire & vain , si les quatre-vingt-trois départemens du royaume , auxquels nous adressons nos justes réclamations , donnent à leurs représentans au corps législatif , un mandat *ad hoc* de la retirer. Voilà , Messieurs , le vrai & le seul moyen de déjouer sans retour les perfides manœuvres des ennemis de la révolution.

Alors vous rétablirez l'ordre & le calme dans toutes les parties de l'empire ; alors vous recevrez les bénédictions

universelles des Colonies ; alors leur amour , leur confiance , leur attachement à la mère-patrie vous donneront , aux quatre extrémités du globe , des frères dont le zèle & la fidélité seront inaltérables ; des frères qui se sacrifient sous un ciel brûlant , pour vous enrichir , & contribuer avec vous à la prospérité de l'état , au respect dû au nom françois , leur plus chère & leur plus douce espérance.

Nous avons l'honneur d'être dans cette légitime attente ,

Messieurs & chers Compatriotes ,

Vos très-humbles & très-
obéissans serviteurs.

Les Membres de l'Assemblée provinciale du Nord.

Grenier , Président ; Petit-Deschampeaux , vice-Président ; Poulet jeune , Bouysson , Secrétaires.

RÉPONSE de l'Assemblée provinciale du Nord de Saint-Domingue à la lettre du directoire du département de la Gironde.

M E S S I E U R S ,

Nous recevons avec votre lettre du 20 mai un exemplaire de votre adresse aux citoyens gardes nationales de votre département. La nouvelle du funeste décret du 15 mai avoit précédé l'arrivée de votre dépêche , & nous avoit décidés à réunir tous les corps civils & militaires patriotiques , pour les informer de cette catastrophe. La lecture de votre
lettre

lettre & de votre adresse , à la suite du décret , a continué dans l'Assemblée , la plus nombreuse qu'ait encore vue la province du Nord , ce silence morne que produit l'exès de la douleur & de l'indignation. Les cœurs se sont cependant dilatés à l'annonce de la retraite de nos députés de l'Assemblée nationale : les applaudissemens de leur conduite conséquente démontrent que vous les avez calomniés , en leur reprochant d'avoir calomnié nos intentions. Leur démarche nous prouve qu'ils ont pleinement justifié notre confiance , & mieux apprécié que vous les suites du décret , relativement aux dispositions des colons , & au sort ultérieur du commerce.

Présumant que cette première lettre terminera notre correspondance avec vous , nous allons répondre à tous les paragraphes de la vôtre (1)

Les liens qui doivent unir tous les corps administratifs de l'empire suffiroient pour nous intéresser à la sagesse des mesures que vous prendrez pour conserver l'ordre & le calme dans nos Colonies.

Les mesures de sagesse propres à la conservation de l'ordre ne peuvent pas être exclusivement les mêmes dans un empire dont les sections occupent partie des deux hémisphères. La disparité absolue entre les instrumens , les progrès & les résultats de l'agriculture à Saint-Domingue & en France , substitueront dans la Colonie la déraison à la sagesse par l'identité des moyens pratiqués en France.

Les relations plus particulières qu'a ce département avec

(1) La copie exacte de la lettre du directoire sera en caractères italiques.

vous , notre commerce , fondé sur votre culture & sur votre prospérité , ajoutent encore à cet intérêt , & vous répondent , Messieurs , de notre zèle & de tous nos efforts pour le maintien de la paix , à l'ombre de laquelle vous accroissez chaque jour les richesses de l'Etat.

Ces relations devoient vous faire mieux calculer l'intérêt de votre commerce , lié jusqu'à présent avec la prospérité de notre culture ; & nous voyons avec peine que l'enthousiasme & l'irréflexion vous aient fait adopter la doctrine des Brissot , des Grégoire , des Péthion , des Lafayette , &c. , dont le système , fondé sur l'ignorance de nos localités , opéreroit nécessairement , s'il étoit accueilli , avec la perte des Colonies , la ruine des places de commerce de France , & conséquemment une infaillible contre-révolution. Avouez , Messieurs , que les protestations de votre zèle & de vos efforts pour le maintien de la paix dans notre contrée , sont une promesse bien dérisoire ; nous dirons même insultante , si nous la rapprochons de votre adresse à vos concitoyens , dont vous trompez le zèle , en leur proposant de venir immoler au fanatisme de la philanthropie les blancs , auxquels vous avez vendu , à un très-haut prix , les pères de ceux que vous prétendez que nous reconnoissons pour nos co-législateurs & les vôtres.

L'Assemblée nationale , après avoir décrété tout ce qui peut assurer les propriétés de chaque citoyen dans toutes les parties de l'empire , vous a accordé l'initiative sur les gens de couleur non libres & sur les affranchis ; elle n'a prononcé sur l'état de ceux qui sont nés de père & de mère libres , que pour les assemblées futures , & elle a maintenu dans leur organisation actuelle celles qui existent à-présent.

L'Assemblée nationale avoit déclaré , le 12 octobre

dernier , que les Colonies auroient l'initiative sur l'état des gens de couleur. D'après ce décret , celui du 13 mai étoit au moins inutile , & celui du 15 suivant , une violation révoltante de celui du 12 octobre.

Voilà , Messieurs , quels sont les deux premiers articles décrétés le 13 & le 15 de ce mois. Nous vous en adressons des exemplaires conformes aux feuilles publiques les plus authentiques.

Nous attendons avec effroi pour vous & pour nous la nouvelle du refus ou de l'acceptation de ce décret ; mais , quelle que soit la décision du Roi , elle ne nous trouvera pas sans conseil pris sur l'alternative du sacrifice ou de la conservation de nos prérogatives , qui ont été jusqu'à présent , & seules pourront être la sauve-garde essentielle de nos propriétés.

Ce décret a été dicté par la prudence & par la sagesse. La discussion a été longue. On y a tour-à-tour développé les principes essentiels de la constitution , ou plutôt ceux de l'ordre & de la justice , & les dangers auxquels vos députés pensoient que les colonies & la commerce seroient exposés , si l'Assemblée législative prononçoit sur l'état des gens de couleur.

En prodiguant ainsi les qualifications de prudence & de sagesse , vous n'avez pas prévu que la loi que vous préconisez est le fléau de nos fortunes , qui détruira nécessairement les vôtres. Le développement de la Constitution pour le royaume , ne pouvoit avoir aucun rapport avec la discussion du décret , puisque l'Assemblée nationale « a déclaré (le 8 mars 1790) qu'elle n'a jamais entendu comprendre les Colonies dans cette Constitution , » & les assujettir à des lois qui pourroient être incompatibles.

» tibles avec leurs convenances locales & particulières ». D'après cette loi sanctionnée *très-librement*, & presque unanimement prononcée, il appartenait exclusivement aux Assemblées coloniales d'exposer à l'Assemblée nationale l'inconvenance & les dangers dont le détail eût fait rejeter le projet du décret rendu le 15 mai.

Ces dangers ont été présentés avec toute la chaleur de l'esprit de parti, avec toute la force des préjugés. Les ennemis de la liberté ont défendu cette cause; ils ont saisi avec empressement ce moyen de conserver encore des privilèges & des exceptions, pour faire renaître un jour ceux dont ils déplorent la perte.

Il n'est aucune analogie entre l'espèce des privilèges & exceptions que vous prétendez que les ennemis de la liberté ont voulu conserver en s'opposant au décret, & ceux dont l'abolition ravaleroit ici les blancs au niveau des fils de leurs affranchis. La suppression de la noblesse en France a fait rentrer un petit nombre de privilégiés dans la classe de leurs ancêtres, tandis que le décret du 15 mai place les fils de nos esclaves dans une sphère à la hauteur de laquelle nous n'avons jamais pu être présumés avoir voulu les élever en les affranchissant.

Lorsque ce décret a été rendu, vos Députés, égarés par le zèle qu'ils croyoient devoir aux intérêts que vous leur aviez confiés, ont calomnié vos intentions & celles du commerce. Ils se sont retirés de l'Assemblée; ils ont peint les Colons au désespoir, prêts à renoncer à leur patrie, & le commerce anéanti, abjurant la Constitution.

La conduite de nos Députés, après ce décret, a provoqué les témoignages le plus vifs de la reconnaissance de la commune du Cap & des représentans de la province.

Leur retraite subite de l'Assemblée leur a été impérieusement commandée par la perspective effroyable du désespoir des Colons , de la subversion des Colonies , de l'annihilation de vos créances , de la ruine de votre commerce , & de la contre-révolution françoise. Il y a cette différence entr'eux & vous , Messieurs , que vous ne connoissez la Colonie que par l'opulence dont elle a couronné vos spéculations , sans avoir la première notion de la nécessité de laisser aux Assemblées coloniales le droit de modifier l'état des gens de couleur. Elles seules peuvent combiner ces modifications avec les autres parties de notre régime intérieur , qui , en fécondant nos travaux , a fait jaillir pour la France , & spécialement pour vous , une source de richesses qu'elle & vous en particulier semblez vouloir tarir.

Cependant , comment ont-ils pu croire avoir le droit de prononcer des lois auxquelles l'empire entier se soumettrait , tandis que pour la partie de cet empire qu'ils représentent , ils se refusent aujourd'hui aux décrets que la majorité prononce ?

La prétention de concourir à la formation des lois pour la France , a bien moins été l'objet de notre députation à l'Assemblée nationale , que la crainte trop bien justifiée de quelques motions dictées par l'ignorance de nos localités , ou par les stipendiaires de la vengeance de l'Angleterre. Nos rapports commerciaux avec la France , & son influence protectrice sur nous , comme métropole , n'auroient subi aucune altération , si l'Assemblée nationale , en décrétant des lois pour le royaume , eût délégué aux Colonies le pouvoir de s'en créer , qui ne dérogeassent point aux grands intérêts politiques de l'empire. Notre prévoyance se trouvant déçue depuis le 15 mai , notre représentation y est devenue superflue.

Vous ne leur avez pas donné de pareils ordres.

Sur quoi hasardez-vous cette assertion ? Vous ont-ils communiqué leurs pouvoirs ostensibles , & nos instructions particulières ? Détrompez-vous , Messieurs , s'ils n'avoient pas reçu de pareils ordres , ce n'eût été , sans doute , que parce que le motif en auroit paru chimérique.

Fidèles à votre patrie , vous avez juré d'en respecter les lois.

Nous le jurons encore , pourvu que ces lois , d'accord avec celle du 12 octobre , n'anéantissent pas le fruit de nos travaux ; mis , le 8 mars précédent , sous la sauvegarde spéciale de la nation.

Le commerce , animé du patriotisme le plus pur , compte trop sur l'énergie de ce sentiment dans vos cœurs , pour partager les craintes qu'on cherche à répandre.

Nous avons jugé le désintéressement & la pureté de votre patriotisme , d'après votre zèle à prévenir l'abolition de la traite. Vos commerçans ont calculé que leurs spéculations très-lucratives sur la côte d'Afrique , devoient enchaîner leur patriotisme jusqu'après la vente de leurs esclaves ; qu'alors un nouveau genre d'intérêt exigeoit qu'ils en déployassent toute l'énergie en faveur de partie de ces mêmes esclaves , qui devenant affranchis , & par suite du décret , pères de ceux qu'on veut rendre nos égaux , augmenteroient la consommation de leurs cargaisons. De-là , oui de-là , Messieurs , la différence de votre conduite sur les deux motions concernant la traite des noirs & l'état des gens de couleur. De-là le principe de notre opinion sur le patriotisme du commerce , que nous n'avons

jamais vu que sous les couleurs de l'égoïsme. — Si le fantôme de la philanthropie émeut assez votre sensibilité pour rendre les enfans de nos esclaves nos égaux & les vôtres, que n'allez-vous recueillir en Afrique leurs familles éparées, pour leur procurer en Europe les avantages dont vous trouvez naturel qu'ils jouissent dans les Colonies ? Nous ignorons l'espèce des craintes que l'on cherche à répandre ; mais nous vous assurons que celles qui nous affectent, nous rendent inaccessibles à toute autre crainte.

Vous rendrez justice aux principes qui ont dicté ce décret.

Nous l'avons déjà fait, en l'attribuant à l'ignorance toujours fanatique, ou à l'activité dévorante de la cupidité salariée par la vengeance & la politique des rivaux de la France (1) ; ou enfin à la fatalité d'une provocante versatilité.

Vous en assurerez l'exécution.

Vous êtes bien persuadés du contraire, puisque vous recrutez des citoyens armés pour venir y présider. Pour stimuler leur zèle meurtrier, vous copiez les impostures les plus grossières de nos ennemis : vous annoncez après eux, « que les gens de couleur forment la partie » la plus nombreuse de la population des Colonies en » hommes libres ; qu'ils sont les seuls dans nos climats

(1) Les lois angloises ont imprimé généralement à la classe des hommes de couleur libres un caractère d'infériorité : sa position est un état intermédiaire entre l'esclavage & la liberté originaire ; & par un bill du mois de septembre 1774, il a été décidé qu'aucun nègre, mulâtre ou métis libre, ne pourra voter à l'élection du représentant de sa paroisse dans l'assemblée générale de la Colonie. *Hist. philosop. & politique*, par G. T. Raynal, tome VII, pag. 322, 23 & 24.

» dont le nombre s'accroît de lui-même ; que nés sur le
 » sol qu'ils cultivent , c'est eux qui sont faits par la na-
 » ture pour le défendre ». La première de ces assertions
 est un fait dont la fausseté, révoltante par l'excès de l'exa-
 gération , peut vous être certifiée par vos capitaines & vos
 agens , indépendamment des recensemens généraux des
 Colonies : la seconde est ridicule , puisque contre l'évi-
 dence , elle nie la reproduction de la population des
 Blancs dans ces mêmes Colonies. Les Créoles blancs ,
 aujourd'hui très-nombreux , & nos co-propriétaires nés en
 France ; sont à coup sûr plus faits pour défendre notre
 sol avec succès , que les Créoles de couleur libres , aussi
 impuissans par la modicité de leur population , que par
 celle de leurs propriétés & de leurs moyens.

*Vous combattrez , par la raison & par la sagesse de
 votre administration , le délire des préjugés & les ma-
 nœuvres dangereuses qui pourroient troubler la paix de
 l'empire.*

Reposez-vous sur nous du choix des moyens que nous
 employerons pour combattre le délire des préjugés nés
 de l'imposture & de la manie de l'innovation. Si les trou-
 bles dont vous nous avez envoyé le germe , refluent sur
 tout l'empire , les victimes n'en pourront accuser que les
 premiers auteurs.

*Voilà , Messieurs , l'espoir de vos frères de France. Cet
 espoir ne sera pas trompé.*

Vous ferez véritablement nos frères , si vous vous joi-
 gnez à nous pour faire retirer le décret du 15 mai. Voilà
 notre espoir ; sans cela , tout est perdu.

On n'abjure pas sa patrie quand elle est libre , & quand des lois de justice & de sagesse assurent sa prospérité.

Le principe est vrai , mais malheureusement il ne nous est pas applicable. Nous ne goûterons jamais les fruits de la liberté , tant qu'il existera un décret qui met nos propriétés en danger.

Cimentez avec nous une nouvelle union.

Notre nouvelle union dépendra de vos démarches ultérieures.

Nos citoyens s'empressent à s'inscrire pour aller vous offrir leurs services & leurs secours , si votre tranquillité étoit troublée.

Des lettres de vos citoyens prouvent au contraire qu'on en inscrit avant de connoître leur vœu. Ce procédé extraordinaire à tous égards , nous surprend d'autant plus de votre part , qu'il est un acte de désobéissance au décret de l'Assemblée nationale , qui défend à tous corps administratifs d'exécuter un décret avant sa sanction & sa promulgation ; formalités constitutionnelles dont vous ignoriez l'existence pour le décret du 15 mai , puisque vous nous annoncez n'en avoir connoissance que par les papiers publics.

Comptez sur leur ardeur & sur leur zèle.

Nous sommes bien convaincus d'avance que l'un & l'autre seront paralysés , quand ils verront où , pour , & contre qui vous les envoyez combattre.

Comptez sur notre dévouement , & recevez-en , Messieurs , les assurances les plus sincères.

Nous l'apprécions sous tous ses rapports , & recevez ,
Messieurs , les assurances les plus sincères.

GRENIER , *Président* ; PETIT DESCHAMPEAUX , *vice-Président* ; BOUYSSOU , *Secrétaire* ; F. DE CHAUMONT ,
Secrétaire ; POULET , *Secrétaire*.

Nº. VII.

*EXTRAIT des registres des délibérations de l'assemblée
provinciale permanente du Nord.*

Séance du 6 juillet 1791.

L'assemblée provinciale du Nord , instruite que plusieurs gens de couleur , de tout âge & de tout sexe , s'étoient précipitamment retirés de cette ville , & que d'autres pourroient s'abstenir de leurs quartiers respectifs , a cru dans sa sagesse qu'elle devoit aller au-devant des suggestions & des conseils perfides dont on pourroit chercher à empoisonner des esprits faciles à séduire , pour les écarter par-là de leurs devoirs :

A ARRÊTÉ & ARRÊTÉ , que prenant plus spécialement les gens de couleur libres sous sa protection immédiate , elle les exhorte à revenir dans cette ville & dans leurs quartiers respectifs , & de continuer à se renfermer dans l'observation des lois , & à regarder tous les blancs comme leurs bienfaiteurs , leurs protecteurs & leurs pères , les assurant que ce ne sera jamais qu'à ces titres qu'ils obtiendront d'eux librement les marques de bienveillance que leur méritera leur attachement.

Arrête en outre que le présent sera imprimé , publié & affiché par-tout où besoin sera , & que copies en seront

adressées à toutes les paroisses , avec invitation de les faire publier & afficher.

Donné en séance le 6 juillet 1791.

Signé au registre, Brosnier, Président. Loir, Vice-Président. Bouysson, Secrétaire-perpétuel. Poulet, Secrétaire-adjoint.

Pour copie conforme aux originaux ; Paris, ce 31 Août 1791,

Les Députés extraordinaires de la province du Nord de Saint-Domingue,

Signé, DESTANDAU, DE LADEBAT.

1. The first of these is the fact that the
 2. second of these is the fact that the

3. third of these is the fact that the

4. fourth of these is the fact that the

5. fifth of these is the fact that the

6. sixth of these is the fact that the

7. seventh of these is the fact that the

8. eighth of these is the fact that the

9. ninth of these is the fact that the

10. tenth of these is the fact that the

11. eleventh of these is the fact that the

12. twelfth of these is the fact that the

13. thirteenth of these is the fact that the

14. fourteenth of these is the fact that the

15. fifteenth of these is the fact that the



E791

A845a

